

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 11 OCTOBRE 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} NOVEMBRE 2010
(CENTRE)

NOR : ASET1051371M
IDCC : 1597

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre,

D'une part, et

Le SFRC FO ;

L'UR Centre CFTD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'em-

ployeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1^{er} novembre 2010.

Article 2

Par dérogation à l'article 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème des coefficients 150 à 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

Base : 35 heures hebdomadaires, soit : 151,67 heures par mois.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEF.	SALAIRE mensuel minimal	SALAIRE horaire minimal
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 351	8,91
– position 2	170	1 371	9,04
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 437	9,48
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 550	10,22
– position 2	230	1 638	10,80
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 727	11,39
– position 2	270	1 815	11,97

Article 3

Le présent barème de salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} novembre 2010.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Fait à Orléans, le 11 octobre 2010.

(Suivent les signatures.)

